

Nos Services Publics, on y tient !

30 MARS
à 17h30
Salle polyvalente
de Montfavet

Discutons-en ...

Payer l'eau 10 fois plus cher
comme en Avignon avec la CGE,
avoir des trains qui déraillent comme en Angle-
terre, subir des coupures d'électricité comme en
Californie ou en Italie, payer plus cher vos courriers
sans garantie d'arrivée rapide, manger moins bien et débours-
er d'avantage pour les cantines scolaires, supprimer des hôpitaux,
des maternités, payer les opérations chirurgicales et maintenant l'inter-
vention des pompiers,...

Education, Formation
professionnelle

Eau, Transport,
Energie, ...

Santé, Logement,
Aide à la personne

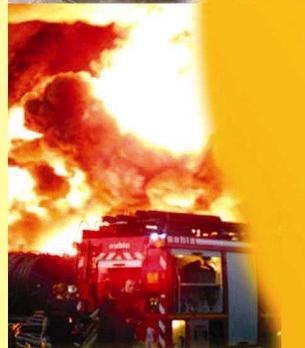
Services publics
de proximité

Les organisations syndicales **CGT, CFDT, FSU** et **UNSA du Vaucluse**, avec les salariés, les citoyens mettront tout en œuvre pour sauver et améliorer NOS Services Publics.

Au centre d'une ville, ou aux endroits les plus retirés du département, ils garantissent les mêmes services et apportent des réponses aux besoins des usagers que les entreprises privées n'ont pas pour objectif de couvrir, car leur but est clair, faire du profit.

Les services publics ont pour mission de répondre aux besoins fondamentaux des salariés, des citoyens, de la nation. Ils sont garants de l'égalité de traitement sur le territoire, de la continuité du service et de l'adaptation aux besoins de la production publique et privée.

Ce document amène quelques pistes de réflexion et propositions sur les besoins en Service Public pour les populations du Vaucluse.



Reconquérir
des services publics de qualité
ce n'est pas revenir à l'état précédent,
souvent dégradé
par les politiques successives,
ni revenir aux réponses du passé
marquées par l'étatisme brutal des gestions.

Reconquérir, c'est développer,
moderniser, démocratiser les services publics,
les inscrire dans les territoires, dans la proximité,
pour en faire des vecteurs
d'un développement durable,
d'un développement pour toutes et tous.

Ensemble,
Syndicats, usagers, salariés,
élus, associations,
nous pouvons y parvenir.

CGT, CFDT, FSU et UNSA de Vaucluse ont le plaisir de vous inviter à leurs Assises Départementales du Service Public et à la

Rencontre - Débat

sur le thème des Services Publics

Le 30 mars 2006 de 17h30 à 20h00
salle polyvalente de Montfavet

Un apéritif clôturera cette rencontre



avec le concours de:



Un contexte économique très dégradé, un chômage des jeunes particulièrement préoccupant... Les relations entre emploi, formation, qualification, insertion sont au cœur de l'actualité ; l'avenir des services publics aussi.

Loi Fillon sur l'éducation, loi Borloo de cohésion sociale, surmédiation de l'apprentissage pour les élèves les plus en difficulté, Contrat Nouvelle Embauche ou 1ère Embauche (CPE) Sur tous les terrains le gouvernement passe en force toujours avec la même logique libérale : moins de droits pour tous, moins de service public, plus de précarité. Il organise la dégradation du service public d'éducation et de formation.



“L'apprentissage à 14 ans ? N'est-ce pas une façon de remettre en cause la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans ? Et puis, je me demande si ça n'est pas une façon de favoriser les Centres Privés en "organisant" les carences du système public ... L'égalité de tous face à l'Education serait-elle abandonnée ?”
Un(e) enseignant(e)
de l'Isle sur la Sorgue

“ D'un côté, les professionnels de l'Education nous disent à longueur d'émissions télévisées que la scolarisation doit intervenir le plus tôt possible, mais quand je veux mettre mon fils de 2 ans en maternelle on me dit qu'on ne peut pas le prendre car il n'y a plus de place”.
Emilie, jeune maman
du quartier des "Olivades" en Avignon

“ On m'a obligé à suivre une formation de huit mois pour obtenir la qualification d'auxiliaire de vie afin de pouvoir m'occuper des personnes âgées, mais quand je suis revenue dans l'association qui m'employait ils n'ont pas voulu reconnaître ma qualification et le salaire horaire qui va avec ... Alors, ça sert à quoi de vouloir progresser dans son travail ?”

Patricia, Avignon

“Nous ne sommes pas que des agents de nettoyage ou d'entretien ! Notre contact avec les élèves nous conduit à avoir des relations privilégiées avec certains jeunes que les profs n'auraient pas Des fois je me dis que si “celui-là” n'a pas fait de conneries, c'est un peu grâce à moi ...”

Yves,
personnel ATOSS de l'Education Nationale

A l'inverse de l'Etat qui promeut le désengagement contre lequel nous luttons, c'est au sein du système éducatif, et non en dehors, que des solutions doivent être prioritairement trouvées. Le service public d'éducation et de formation constitue un élément prépondérant de la structuration des territoires. Avec d'autres services publics, il doit contribuer à répondre aux besoins de proximité et de qualité des populations.

Un productivisme débridé, des politiques capitalistes font peser des menaces sur les écosystèmes, la survie des espèces et des espaces.

Le réchauffement de la planète, l'accroissement des risques industriels, l'épuisement des ressources naturelles sont des préoccupations majeures pour les français. Les services publics doivent jouer un rôle majeur en ce sens par la prise en compte du développement durable et solidaire et la protection de l'environnement. Par exemple en matière d'eau, de transport, d'énergie, il y a nécessité d'assurer un produit de qualité à un prix décent, car ce ne sont pas des marchandises comme les autres !



Concernant l'eau ou l'énergie, n'y a-t-il pas un risque de voir les sociétés privées se désintéresser des zones moins habitées, qui rapporteraient moins ?

Jean-François, des environs de SAULT

"J'habite Le Thor et je travaille à Fontcouverte. Mon TER arrive à 7h44 à Avignon, et le 8 des TCRA qui va sur Fontcouverte part à 54! Le temps de sortir de la gare est d'aller à La Poste, si je le manque, il me faut attendre jusqu'à 8h20 et j'arrive en retard au boulot !" Je pense qu'il n'y a pas assez de bus, notamment pour desservir les zones d'activité où beaucoup de gens travaillent"

Solange, employée de service

"La privatisation ? J'ai vécu celle du service des eaux en Avignon. La seule chose que j'ai gagnée c'est une augmentation considérable du prix. Du coup, nous avons été obligés de créer un Collectif de Défense ..."

Louis, Retraité

"Pour une entreprise privée, toute économie sur les coûts de production, c'est du profit en plus ! Je crains qu'il y ait un risque de confier au Privé la sécurité des centrales nucléaires ou des TGV qui roulent à 300 km/h ..."

Jean-Pierre, Cadre

Eau, énergie, transports sont essentiels. Il nous faut renforcer la maîtrise publique de ces secteurs à partir de la réalité des territoires et faire jouer pleinement la transparence et la démocratie avec les usagers et les syndicats.

"Il m'a fallu passer un scanner pour une opération du genou, mais j'ai dû aller à Montpellier car à Avignon il y avait un mois d'attente. Il n'y a pas assez d'équipements pour la population du Vaucluse !"

Jacky, Avignon

"Le déremboursement de nombreux médicaments, conduit certains patients à attendre pour se soigner. Du coup, leur pathologie s'aggrave et à terme, les soins coûtent plus chers que le traitement originel. Je ne suis pas sûre que la Sécu y gagne !"

Laurence, Infirmière au CHA

"L'actualité récente l'a montré ! La médecine psychiatrique a un coût, notamment en terme d'effectifs ! Les agressions dont nous sommes victimes sont inadmissibles. Je ne viens pas au travail pour y mourir !"

Emmanuel, Infirmier au CHM



La réforme précipitée de l'assurance maladie n'est pas juste car elle fait porter l'essentiel des efforts financiers sur les seuls assurés sociaux. Employeurs, prescripteurs et laboratoires pharmaceutiques étant très peu sollicités. Les dysfonctionnements constatés proviennent de ceux qui ne voient dans la maladie qu'un moyen de faire des profits.

Dans une société qui vieillit et au regard des progrès de la science, il est normal que la protection sociale coûte de plus en plus cher.

Les réformes récentes rendent notre système très inégalitaire, couvrant mal les plus modestes, sans mutuelles ou CMU.

Il convient d'améliorer notre système de santé pour réduire les inégalités et mieux répondre aux besoins des patients.



La santé doit être un droit pour tous avec des soins de qualité pour chacun. Notre système de santé doit être piloté avec des responsabilités clarifiées entre l'Etat et les partenaires sociaux.

Il s'agit d'adapter notre système aux exigences et aux besoins de notre époque. Cela passe par des droits identiques pour tous, une médecine de proximité disponible pour chacun ...

"La Classe supplémentaire sera-t-elle créée ? Le bureau de poste sera-t-il maintenu ? La perception va-t-elle disparaître ?

Josiane et Philippe se posent beaucoup de questions sur l'avenir de leur village

" Je viens de faire des travaux dans mon appartement et je suis allé déposer les gravas à la déchetterie. Ici, c'est encore gratuit, mais je sais que dans certaines communes les déchets se paient au kilo ..."

Nordine, Avignon La Trillade

"La présence des services publics dans les quartiers, Poste ou Transports, est essentielle. Comme cela s'est fait à St Chamand, il convient d'encore améliorer cette présence".

Rhéda, Avignon St Chamand

L'aménagement harmonieux du département, avec de nouvelles technologies de communication, doit permettre l'accès à l'ensemble des services publics que l'on soit dans une zone rurale ou urbaine. Les services publics de proximité et de qualité doivent être accessibles à tous, y compris aux plus modestes. Ils sont un élément de correction des inégalités produites par notre société.

"Comment les services de la DDE dont les moyens ont été réduits, pourront-ils faire face en cas d'intempéries, le ramassage scolaire pourra-t-il être assuré ?"

Nadine, de Monnieux

"Pour une personne agée, la moindre démarche administrative devient un parcours du combattant avec tous ces appareils automatiques, distributeurs ou internet. Je préférerais quand il y avait quelqu'un au guichet".

Simone, Retraitée

Alors que notre société aurait de plus en plus besoin de solidarité, les services publics, qui en sont un des piliers, sont attaqués de toutes parts, menaçant la cohésion sociale et l'équilibre des territoires.

En réduisant les dépenses publiques au prétexte du déficit et de la dette du pays, l'Etat affaiblit nos services publics, préparant de fait le lit aux privatisations.

Franches comme à la SNCM ou aux Autoroutes, rampantes comme à La Poste ou la SNCF, ces privatisations n'apporteront rien aux usagers !

